

Actualités des peuples autochtones, selon l'ONU

mercredi 23 mai 2012

Sommaire de cet article

- [Des experts de l'ONU dénoncent des projets de développement foncier en Asie du \(...\)](#)
- [ONU : il reste beaucoup à faire pour garantir les droits des peuples autochtones](#)
- [Bolivie : l'ONU dénonce la violence contre des communautés autochtones](#)

Des experts de l'ONU dénoncent des projets de développement foncier en Asie du Sud-Est

Communiqué de l'ONU, 23 mai 2012

Deux experts des Nations Unies sur l'alimentation et les peuples autochtones ont exhorté mercredi les États d'Asie du Sud-Est à faire respecter les droits humains des communautés vivant dans la région et dont les moyens de subsistance, les traditions et les manières de vivre dépendent étroitement de leur environnement naturel.

« *Les gouvernements ne doivent pas se laisser séduire par les promesses des développeurs qui souhaitent acquérir des terres destinées à être reconverties à l'agriculture intensive et à la production de biocarburants* », a indiqué le Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter, et son homologue sur les droits des peuples autochtones, James Anaya, alors que des conflits d'intérêt se multiplient en Asie du Sud-Est, où la production de biocarburants connaît un essor fulgurant.

« *Le développement n'est pas toujours au bout du chemin quel que soit le nombre d'emplois ou de recettes à l'exportation que semble receler tel projet* » ont souligné les deux experts, qui ont ajouté : « *De nouvelles opportunités économiques une utilisation plus intensive des sols ne doivent pas se faire au détriment des droits humains des populations locales* ».

Des projets de conversion de un à deux millions d'hectares de forêt vierge et de terres cultivables en plantations destinées à produire des biocarburants dans la région de Meruake, en Indonésie, pourrait affecter la sécurité alimentaire de 50.000 personnes.

Dans la région d'Isabela, dans les Philippines, près de 3.000 hectares de terres supposées « *inexploitées* » ont été converties à la culture de la canne à sucre avec pour finalité la production d'agrocarburants, 8.000 hectares supplémentaires étant concernées par cette transformation majeure qui risque d'affecter 45.000 personnes.

« *Il s'agit principalement de familles autochtones dont les moyens de subsistance traditionnels sont profondément enracinés dans leur environnement local* », a prévenu M. Anaya.

Pour les deux Rapporteurs, l'exploitation intensive de terrains forestiers peut entraîner aussi une perte de biodiversité et la disparition de certaines espèces, sans compter l'impact de l'afflux soudain de travailleurs sur les sites concernés.

Les experts de l'ONU ont exprimé leurs préoccupations devant le manque manifeste de consultations et de transparence dans le cadre de l'acquisition de ces terres. En aucun cas, ont assuré les deux experts, les communautés autochtones n'ont été suffisamment informées des acquisitions en cours et de leurs répercussions.

Face aux allégations de menaces dans la région de Meruake, et aux incertitudes qui pèsent sur les mécanismes de compensation à Isabela, les deux Rapporteurs ont exhorté les gouvernements des pays d'Asie du Sud-Est à aligner leurs politiques et leurs investissements en matière de biocarburants sur la nécessité de respecter les droits des occupants des terres concernées, conformément aux directives de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur la gouvernance foncière.

ONU : il reste beaucoup à faire pour garantir les droits des peuples autochtones

Communiqué de l'ONU, 7 mai 2012

A l'occasion du cinquième anniversaire de l'adoption par l'ONU de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones, la Vice Secrétaire générale des Nations Unies, Asha-Rose Migiro a rappelé lundi qu'il reste beaucoup à faire pour réaliser les objectifs de cette déclaration.

« *Nous entendons encore des histoires de la souffrance et de l'exploitation des peuples autochtones à travers le monde. Il est temps de changer de scénario. Allons vers le jour où les peuples autochtones seront écoutés et entendus* », a déclaré Mme lors de son discours d'ouverture de la 11ème session de l'Instance permanente sur les questions autochtones.

Presque 2.000 participants issus de peuples autochtones de toutes les régions du monde prennent part à la session de deux semaines pour des discussions avec les membres du forum, les Etats membres et les agences de l'ONU sur les façons de promouvoir les droits et le bien-être des peuples autochtones, qui comptent quelques 370 millions d'individus à travers le monde.

Les sujets au programme de la session sont les droits des peuples autochtones à la nourriture et à la sécurité alimentaire, la situation des peuples autochtones en Europe centrale et de l'est, la Conférence mondiale des peuples autochtones qui doit avoir lieu en 2014, et le thème spécial de la « *doctrine des découvertes* » qui est le terme juridique utilisé pour justifier la confiscation des terres des autochtones et pour leur droit à obtenir une réparation pour ces conquêtes.

« *Pendant onze ans, des voix différentes et des langues différentes se sont unifiées derrière une seule et unique demande au sein de ce forum : la reconnaissance et le respect des droits des peuples autochtones* », a souligné Mme Migiro.

« *Ensemble, nous avons travaillé pour définir les priorités et le programme pour un développement durable et culturellement approprié. Nous sommes d'accord qu'il ne peut pas y avoir de développement pour les peuples autochtones sans leur participation à toutes les étapes, et avec leur plein gré* », a-t-elle ajouté.

Alors que ces principes fondamentaux sont inscrits dans la Déclaration des droits des peuples autochtones, il ne faut pas chercher très loin pour trouver des exemples de discrimination, de persécution et de déplacement, allant jusqu'à l'éradication des peuples autochtones, a rappelé la Vice Secrétaire générale.

« *Il existe des communautés autochtones qui n'ont pas accès à l'eau potable, qui n'arrivent pas à nourrir correctement leurs enfants, dont les femmes souffrent de graves violations et dont les auteurs ne sont jamais traduits en justice. Il reste beaucoup à faire pour voir les objectifs de la Déclaration de l'ONU devenir une réalité* », a rappelé Mme Migiro.

La Déclaration, qui est un texte non-contraignant qui fixe les droits individuels et collectifs des peuples autochtones, a été adoptée en septembre 2007 après plus de deux décennies de débats. Ce texte fixe également le droit à la culture, à l'identité, à la langue, à l'emploi, à la santé et à l'éducation des peuples autochtones. (...)

Bolivie : l'ONU dénonce la violence contre des communautés autochtones

Communiqué de l'ONU, 18 septembre 2008

Le rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones, James Anaya, a condamné jeudi la récente vague de violence qui a touché les communautés autochtones dans les départements de Beni, Pando, Santa Cruz et Tarija, en Bolivie.

« Je condamne les actes de violence perpétrés contre les populations autochtones et rurales ainsi que les menaces contre leurs représentants », a déclaré M. Anaya dans un communiqué. Il s'est inquiété que ces attaques interviennent dans un contexte de politiques systématiques adoptées par les responsables de ces départements pour contrecarrer les initiatives prises par le gouvernement de Bolivie pour garantir les droits des populations autochtones. La vague de violence a entraîné jusqu'à maintenant des dizaines de morts, des centaines de blessés et un nombre indéterminé de disparus.

« Je suis particulièrement préoccupé par les assassinats commis le 11 septembre 2008 à Porvenir, dans le département de Pando, où des groupes paramilitaires ont pris en embuscade et tué des membres du Syndicat des travailleurs agricoles de Pando (Federacion Sindical Unica de Trabajadores Campesinos de Pando) et des étudiants du Centre de formation des enseignants de Philadelphia, dont la majorité étaient autochtones », a ajouté M. Anaya.

Le rapporteur spécial a aussi noté avec inquiétude que la série d'attaques a entraîné l'occupation et la destruction d'un certain nombre de bureaux d'organisations autochtones et rurales.

James Anaya a appelé à la fin de la violence et exhorté les autorités de l'Etat à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales des communautés autochtones touchées.

P.-S.

A consulter sur le site d'Adéquations :

- Notre rubrique sur [Les peuples et communautés autochtones](#)
- Notre rubrique [Droits humains](#)